



# Concours externe de l'agrégation du second degré

## Section histoire

### Programme de la session 2018

#### Questions d'histoire

##### Histoire ancienne

#### **FAMILLE ET SOCIÉTÉ DANS LE MONDE GREC ET EN ITALIE DU V<sup>e</sup> SIÈCLE AV. J.-C. AU II<sup>e</sup> SIÈCLE AV. J.-C. \***

\* De prime abord, la famille apparaît comme un phénomène universel autant qu'évident, alors que les historiens, sociologues et anthropologues ont montré qu'il varie grandement d'une société à l'autre. Même si le libellé de la question fait le choix du singulier pour marquer une référence au concept, les candidats devront donc être sensibles à la pluralité des modèles familiaux. D'une cité, d'un royaume, d'une culture à l'autre, plusieurs modèles de famille cohabitent, et l'adoption d'une forme de vie familiale particulière n'a pas impliqué l'abandon ou l'exclusion des autres : si la famille royale lagide a adopté le mariage entre frères et sœurs utérins, cette pratique, objet de réprobation ultérieure pour les Romains, ne s'est pas imposée comme norme au sein de la société grecque d'Égypte. Pour autant, le choix de cette question permet d'aborder dans un cadre spatial et chronologique spécifique une structure fondamentale de toutes les sociétés humaines. Au total, il favorise donc chez les candidats, futurs enseignants, une réflexion critique portant sur un concept faussement simple, une étude attentive de corpus documentaires variés et exigeants, ainsi qu'une nécessaire prise de recul historique conduisant à écarter anachronismes et stéréotypes.

En matière d'espace, le libellé fait le choix :

- du « monde grec », c'est-à-dire de l'ensemble formé par la Grèce continentale, les îles, la Grande Grèce, la Sicile, le Pont-Euxin, l'Asie Mineure, le Proche-Orient hellénistique et l'Égypte lagide. La question suit les fluctuations territoriales de cet espace culturel ; centré sur la mer Égée à l'origine, c'est-à-dire sur les cités de Grèce continentale et des îles, agrandi des fondations coloniales en Italie, en Sicile et dans le Pont-Euxin, il s'élargit ensuite au Proche-Orient et à l'Égypte après les conquêtes d'Alexandre le Grand ;
- de l'« Italie », qui doit se comprendre comme la péninsule excluant la plaine du Pô. Elle est évidemment polarisée sur la famille romaine, la seule vraiment connue (avec la famille étrusque) mais cette dimension italienne incite à la replacer dans son contexte régional ; concernant les peuples italiques, il faut noter que les bribes d'information qui nous parvenues sont interprétées à la lumière des structures romaines, ce qui sera très éclairant pour les candidats d'un point de vue méthodologique.

Les bornes chronologiques retenues se réfèrent à des tournants concomitants pour l'histoire générale des deux espaces. Cette séquence de temps, en plus de constituer une époque d'échanges politiques et culturels intenses entre Grecs et Romains, vise à appréhender le sujet sur la longue durée, du début du V<sup>e</sup> siècle av. J.-C., avec l'apparition de législations familiales comme le code de Gortyne (480 av. J.-C.), jusqu'à la fin du II<sup>e</sup> siècle av. J.-C., moment qui permet l'étude de plusieurs dossiers documentaires essentiels, comme le dossier papyrologique de Dryton (entre 150 et 100 av. J.-C.), pour ce qui est de l'Égypte. Si ce choix recoupe les ruptures politiques classiques que sont les réformes de Clisthène et la fondation de la République romaine jusqu'à l'annexion du royaume de Pergame par Rome et la crise gracquienne, les structures anthropologiques et les mentalités n'épousent pas complètement le tempo, plus rapide, du temps politique. Les candidats doivent garder à l'esprit que les bornes chronologiques relèvent d'un choix méthodologique guidé par la documentation, non d'une « rupture » dans l'évolution des familles grecques et romaines.

La famille au sens actuel du terme se trouve à l'intersection de plusieurs concepts anciens : à l'idée verticale de lignée contenue dans les termes *génos* ou *gens*, s'ajoutent les liens matrimoniaux et de parentèle, de clientèle et de dépendance maître-esclave qui constituent l'*oikos* ou la *familia*. Elle recoupe plusieurs réalités. Elle est la

## Concours externe de l'agrégation du second degré

### Section histoire

### Programme de la session 2018

communauté humaine du mari et de la femme, du père et des enfants, du maître et des esclaves, qui partagent la même nourriture et les mêmes cultes sous l'autorité d'un même tuteur (*kyrios, paterfamilias*). Mais la famille signifie aussi tous ceux qui sont unis par la parenté (*syngeneia, consanguinitas*), c'est-à-dire l'ensemble des personnes de même sang, qui ne vivent pas forcément sous le même toit, et également la parentèle par alliance : les rapports sociaux et matrimoniaux créent des liens familiaux, au-delà (et en plus) des liens biologiques. La réflexion doit donc prendre en considération, non pas strictement donc la famille nucléaire, qui est loin d'épuiser les significations des termes grecs ou latins traduits par « famille », mais les relations entre membres de la même maisonnée et membres de la même parentèle. Le sujet englobe toutes les familles, des foyers les plus humbles aux familles royales, en tenant compte des limites et des biais de la documentation, comme de la particularité des questions liées à la transmission des biens ou du pouvoir.

Le cadre géographique vise à prendre en considération à la fois les cités et royaumes faisant partie de la *koinè* grecque mais également Rome, pour faire émerger les points éventuels de contacts et de dissonance entre plusieurs cultures de l'Antiquité : un modèle de « famille méditerranéenne prémoderne », comme l'avaient défini P. Laslett et le groupe de Cambridge dans les années 1980, peut-il être mis en évidence ? Est-ce qu'un modèle de famille élargie, unissant sous le même toit plusieurs familles conjugales ainsi que des dépendants divers (esclaves, serviteurs, affranchis...) est réellement la forme la plus répandue d'organisation familiale, et est-elle devenue une norme ? Inversement, quels autres types de maisonnée et de parentèles rencontre-t-on dans les sources ?

La question s'intéresse autant à la dimension « privée » de la famille qu'à sa dimension « publique ». Après avoir délimité le cadre de définition juridique et pratique de la famille (parenté, maisonnée, alliance, consanguinité, filiation), ainsi que ses différents modes d'organisation et de renouvellement (mariage, héritage, patrimoine), on pourrait prendre en considération les thèmes suivants :

- famille et cité : l'institution familiale en Grèce classique, selon Aristote (*Politique*, I) comme Cicéron, est la fraction la plus petite de la cité, qui est formée par la réunion des *oikoi*. Aristote situe donc la famille entre l'individu et la cité comme une agrégation nécessaire au bon fonctionnement d'une structure politique. La maisonnée ne tient pas uniquement de la vie privée, mais représente une partie de la cité. Vivre dans une communauté civique n'est possible que par l'intermédiaire de la maisonnée, et la famille est la première étape pour l'agrégation de l'individu dans la cité. Cette étape est parfois nécessaire et exclusive, comme à Athènes par exemple, où les enfants mâles issus de couples mixtes sont exclus des fonctions publiques. Au contraire, comme Claude l'expose dans son discours au Sénat de 48, la cité de Rome est fière de s'être constituée en agrégeant des familles venues d'autres cités, dont celle des *Claudii*, qui ont acquis et transmis la citoyenneté romaine. Les relations entre la famille et les premières subdivisions de la cité et des assemblées civiques (phratrie, tribus, clans familiaux) sont également à prendre en considération dans ce thème ;

- famille et pouvoirs : si la famille est la fraction la plus petite de la cité, elle est aussi un moyen de parvenir au pouvoir dans ce cadre. Quels rôles politiques ou sociaux jouent les familles, qu'est-ce qu'une « grande famille », quelles sont les stratégies familiales pour se maintenir au pouvoir dans les cités oligarchiques ou les royaumes ? Comment une dynastie tyrannique ou royale s'organise pour durer ? Mais aussi, quel individu détient le pouvoir dans une famille, quels mécanismes de pouvoir ou de domination sont à l'œuvre au sein des familles ?

- famille et individu : faire partie d'une famille implique un nombre de devoirs religieux et moraux pour chaque individu, ainsi qu'un certain nombre d'attentes pour maintenir les solidarités familiales. Quels sont les critères d'identité (cultes domestiques, généalogie, mémoire), mais aussi les relations affectives et sexuelles entre les membres d'une famille ? Quels sont les rôles traditionnels confiés à chaque sexe, à chaque âge, à chaque individu en fonction de sa position au sein de la famille ?

- famille et vie économique : le cadre de vie familial, la maison, est également la première des unités de production économique. Comme le définit l'*Économique* de Xénophon, chaque membre de la maison doit jouer un rôle dans le maintien de la prospérité familiale, garante de la richesse de la cité entière. Comment se structurent et se transmettent les exploitations familiales ? Dans des sociétés oligarchiques comme Rome, où la position sociale et



## Concours externe de l'agrégation du second degré

### Section histoire

#### Programme de la session 2018

politique est définie par le *census*, le niveau de fortune de chaque citoyen, comment faire fructifier la fortune familiale pour accéder aux responsabilités politiques, ou simplement pour « tenir son rang » ?

- famille et culture : le contraire de la famille est représenté traditionnellement par l'étranger, le nouveau venu. Avec l'expansion du monde grec, puis de Rome, comment les différents modèles familiaux entrent en contact en Méditerranée, cohabitent, s'excluent ou s'influencent ? Quelles transformations au niveau des sociétés induisent les métissages ? Quelles sont les caractéristiques des familles mixtes, à l'image des familles gréco-égyptiennes en Égypte ? Un « modèle méditerranéen » de famille existe-t-il ?

Les candidats seront attentifs à la diversité des sources disponibles, ainsi qu'à leurs limites. Si la connaissance des sources littéraires (récits, histoire, poésie, théâtre, rhétorique...) et juridiques est indispensable pour traiter l'ensemble de ces thèmes, l'épigraphie et la papyrologie permettent d'appréhender la vie matérielle et quotidienne de familles réelles : la vie familiale grecque n'est pas réductible au mythe des Atrides ni la romaine à la légende de Lucrèce, même si les œuvres des Tragiques ou des moralistes permettent d'appréhender l'univers des rôles et normes familiaux dans l'Athènes classique ou dans la République romaine.

### Histoire médiévale

#### CONFRONTATION, ÉCHANGES ET CONNAISSANCE DE L'AUTRE AU NORD ET À L'EST DE L'EUROPE DE LA FIN DU VII<sup>e</sup> SIÈCLE AU MILIEU DU XI<sup>e</sup> SIÈCLE \*

\* La question se conçoit comme l'étude des interactions politiques, sociales et culturelles dans un vaste espace qui comprend le monde franc et tous les ensembles qui l'entourent, depuis l'Irlande jusqu'au nord des Balkans en passant par la Scandinavie et les établissements vikings en dehors de la Scandinavie, les marges slaves, baltes et hongroises et la Rus' de Kiev. Pour autant, la question n'est pas conçue selon un modèle centre/périphérie dont les Francs occuperaient le centre, mais prend en considération toutes les relations qui peuvent exister entre des groupes politiques ou culturels distincts dans cet espace (les Scandinaves dans les îles Britanniques, sur le Continent et vers la Rus', les Bavares en Moravie, etc.).

On accorde une attention particulière à tous les phénomènes de contact entre ces espaces : affrontements (conquête, expansion, révoltes), confrontation ou compétition religieuse, missions, lieux et espaces de contacts, frontières, relations diplomatiques, migrations et exils ; réseaux, communications, langues et diffusion de l'écrit, échanges, circulation des nouvelles et des connaissances, phénomènes de réception, d'adaptation ou de rejet ; mais aussi aux processus qui informent les représentations de l'autre : identité, altérité, intégration, médiateurs et transferts culturels, mémoire culturelle. Les échanges économiques ne sont pas étudiés pour eux-mêmes mais comme support des relations entre les espaces. De même, si la question de la formation de nouveaux royaumes et de nouvelles dynasties ne peut être ignorée, le sujet n'est pas d'histoire politique en tant que telle : on doit mettre au centre du propos les contacts et les transferts, tant de modèles que de personnes, entre les différents espaces politiques. Enfin, les acteurs (par leur fonction et/ou leur rôle) intervenant dans ces processus constituent une dimension importante du sujet.

Une telle question amène à prendre en considération tous les types de sources disponibles.

L'espace concerné comprend le monde franc, l'Irlande, les îles britanniques, la Scandinavie, la Germanie, les peuples slaves, baltes et hongrois, y compris la Rus'. Le programme exclut l'Italie et la péninsule ibérique, de même qu'il n'aborde pas les mondes byzantin et musulman, sauf dans les aspects où les interactions avec ces mondes produisent des phénomènes de contacts qui ont un impact sur les dynamiques de l'Europe septentrionale



## Concours externe de l'agrégation du second degré

### Section histoire

#### Programme de la session 2018

et orientale (flux économiques, influences religieuses et culturelles). Si la question n'inclut pas le monde méditerranéen, il est évident qu'on ne peut pas négliger pour autant le rôle du pape, dont on prendra en considération la dimension universelle – et non pas ancrée dans le territoire romain.

La question commence à la fin du VII<sup>e</sup> siècle, qui se caractérise par la montée en puissance des Pippinides dans le monde franc et le début de la conquête franque en Frise et en Germanie, la fin de la christianisation des royaumes anglo-saxons, le début de la mission anglo-saxonne en Frise, l'émergence de pouvoirs centralisés en Scandinavie. C'est aussi le moment où les changements géopolitiques intervenus en Méditerranée et la dynamique des échanges qui animent les territoires riverains des mers septentrionales provoquent un basculement du centre de gravité politique et économique de l'Europe vers le Nord.

Elle se termine dans le troisième quart du XI<sup>e</sup> siècle, avec un *terminus ante quem* situé vers 1070, sans qu'il soit possible de donner une seule date valable pour tous les espaces, d'autant plus que l'agenda politique n'est pas l'unique, ni même la principale, ligne directrice du sujet. Si 1066 représente un repère commode (défaite et mort du roi norvégien Harald le Sévère à Stamford Bridge, victoire et couronnement de Guillaume le Conquérant, grande révolte slave contre l'Empire), il conviendra plutôt de situer ce moment dans un contexte européen plus large : crise et/ou stabilisation des nouveaux États européens du nord et de l'est de l'Europe, progression de la christianisation et des structures d'encadrement religieuses dans les pays nouvellement convertis ; diffusion de nouvelles pratiques culturelles ou de formes d'organisation sociales ; réactions suscitées par ces mouvements. Si la conquête de l'Angleterre par les Normands ne fait pas partie de la question, cette dernière n'exclut pas une réflexion sur les convergences (ou non) d'évolution entre l'Angleterre et le reste de l'Europe avant Hastings.

C'est la première fois qu'un programme de l'agrégation comporte une question d'histoire médiévale qui explore les régions septentrionales et orientales de l'Europe non comme une marge du monde chrétien mais comme un espace d'étude à part entière.

Ce choix est conforme aux perspectives d'élargissement dont témoignent régulièrement les programmes d'histoire et géographie du second degré. Le fait que les interactions et les phénomènes de contact constituent le cœur de l'approche retenue par cette question d'histoire médiévale est lui aussi conforme à l'effort diversifié conduit par l'enseignement scolaire et à la réflexion demandée aux futurs professeurs en la matière.

### Histoire moderne

#### **SCIENCES, TECHNIQUES, POUVOIRS ET SOCIÉTÉS DU XVI<sup>e</sup> SIÈCLE AU XVIII<sup>e</sup> SIÈCLE (PÉRIODE DE LA RÉVOLUTION FRANÇAISE EXCLUE) EN ANGLETERRE, FRANCE, PAYS-BAS/PROVINCES UNIES ET PÉNINSULE ITALIENNE \***

\* L'espace retenu constitue un choix limitatif mettant en valeur le fait que le cœur de la révolution scientifique – c'est-à-dire le moment où s'impose la nouvelle pratique expérimentale et l'établissement de la vérité scientifique dans le cadre du laboratoire – eut sans doute bien pour terrain d'exercice majeur un espace situé entre France, Angleterre et péninsule italienne, l'ajout des Pays Bas permettant de faire jouer les échelles en ajoutant un espace plus modeste mais innovant. Ce choix permet en outre aux candidats de ne pas se perdre dans l'immensité d'une question qui se serait étendue à toute l'Europe. Les circulations, les diffusions et les réceptions au sein de l'espace considéré permettront d'ailleurs de prendre en compte les découvertes ou innovations nées dans un espace plus large et de pallier pour une part le fait de ne pas inclure dans la question des territoires où se sont constitués aussi des apports importants à la science préclassique et classique. La dimension globale de l'histoire des savoirs



## Concours externe de l'agrégation du second degré

### Section histoire

### Programme de la session 2018

scientifiques et techniques elle-même n'est pas exclue, dans la mesure où elle concerne l'impact des circulations extra-européennes et des effets du laboratoire colonial sur la production de savoirs scientifiques et techniques en Europe (organisation des voyages lointains, méthodes d'enquête et de mesure conçues à cet effet et réception des savoirs locaux en Europe).

La période qui court de la fin du Moyen Âge aux Lumières en Europe a été privilégiée par les recherches en histoire des sciences et en histoire des techniques parce que la science classique et les académies ont compté parmi les principaux terrains de recherche de l'histoire sociale et politique des sciences et parce que l'invention technique a été identifiée comme cruciale dans la légitimation des pouvoirs politiques (locaux, centraux) depuis le xv<sup>e</sup> siècle, en même temps que s'affirmait la figure des ingénieurs, au service des puissants.

L'histoire des sciences et l'histoire des techniques se sont profondément renouvelées depuis une génération. L'un des points forts de ce renouvellement est la montée de l'intérêt pour la construction sociale et politique des savoirs, sous l'influence de plusieurs courants, s'inscrivant au sein de la discipline historique dans la droite ligne des *Annales* et de la *Revue de synthèse* et se développant en lien avec la sociologie, l'anthropologie et l'ethnologie des connaissances. Les historiens ont fourni de nombreux travaux sur la place des sciences et des techniques dans les sociétés et ont montré qu'elles se situaient au cœur des relations de pouvoir. Le libellé n'incite donc nullement à une classique histoire internaliste des idées scientifiques ou techniques. Ainsi ne demandera-t-on pas aux candidats de connaître les contenus des *Discorsi* de Galilée ou des *Principia* de Newton, mais simplement de retenir les grandes lignes des apports de ces auteurs aux sciences de leur temps et d'examiner l'interaction de leurs idées avec la société et les pouvoirs religieux, politiques, académiques.

Si ces approches constructivistes liant sciences, techniques, sociétés et pouvoirs ont connu un fort développement à l'international, notamment dans le domaine de l'histoire sociale des sciences, les historiens en France ont aussi fortement contribué à cette dynamique, ce qui permet de disposer d'une bibliographie accessible et renouvelée sur la France, sur les différents États européens et sur l'Europe des sciences et des techniques. De plus, les principaux travaux étrangers ont été traduits en français ou bien sont accessibles en anglais. L'édition de sources a également progressé et de nombreuses sources imprimées dans ce domaine sont désormais numérisées. La production même de cette littérature technique, entre traités, encyclopédies, livres de secrets et manuels, la question des langues et de la traduction, celle du texte et de l'image, celle du manuscrit (écriture du voyage, notes de laboratoires, devis d'ingénieurs, comptabilités artisanales ...) ont fait l'objet de nombreux travaux, accessibles en français, qui permettent d'analyser les documents. Il en va de même pour l'étude des images mais aussi pour celle des objets comme sources : l'histoire des sciences et l'histoire des techniques jouent un rôle majeur dans les *visual studies*, dans l'étude de la culture matérielle et des collections, dans l'essor des reconstitutions d'expériences et de machines, y compris par le numérique, qui forme un volet actif de la recherche actuelle, bien documenté lui aussi.

Deux autres points forts sont à souligner afin de cadrer le périmètre du sujet :

- Les relations entre sciences et techniques ont fait l'objet de réflexions spécifiques, ce qui justifie de coupler ces savoirs et de conduire les candidats à interroger ces liens, la construction de ces catégories, leur acception dans le passé ainsi que les divergences qui font aussi partie de leur histoire. Loin de concevoir la vérité scientifique comme universelle et s'imposant à l'humanité telle une téléologie, les historiens des sciences ont mis en valeur la contingence des découvertes et les contextes de production des sciences, qu'il s'agisse des « lieux de savoir » ou de l'impact des dispositifs matériels et des techniques (instruments, dispositifs, gestes, savoir-faire) dans la recherche et l'expérimentation, en liaison avec les régimes (et usages) politiques et religieux de la vérité scientifique. La place des techniques et de la matérialité dans la Révolution scientifique est de plus en plus affirmée alors que pendant longtemps, on a fait se succéder la Révolution scientifique et la Révolution industrielle



## Concours externe de l'agrégation du second degré

### Section histoire

#### Programme de la session 2018

(assimilée à une révolution technique). Enfin, la compréhension de la science en action induit la prise en compte des limites et des difficultés rencontrées lors de la sortie du laboratoire (contraintes environnementales, économiques, sociales, culturelles etc.).

- Du côté des techniques, de manière symétrique, c'est précisément la notion de science appliquée qui a été interrogée et qui est de plus en plus perçue comme un mode de domination de la science académique sur les savoirs des praticiens à partir du XVII<sup>e</sup> siècle, appuyé par le *topos* de « la science éclairant l'artisan ». Les techniques ont été perçues comme autonomes et irréductibles à l'application de la science et le sens ancien de la technologie comme science de la technique et des intentions opératoires a été restitué. L'étude de l'intelligence technique a sous-tendu les recherches pionnières sur les ingénieurs et a permis d'identifier une rationalité spécifique, que l'on reconnaît maintenant aussi chez d'autres praticiens, tels les artisans, dont l'étude constitue un front avancé de la recherche, renouvelant aussi bien l'histoire de l'édition technique que celle des savoir-faire, par la mise en valeur de la pensée et de l'abstraction nées des pratiques.

Au total, la question apparaît comme un élément intéressant la culture professionnelle des professeurs d'histoire et géographie et la culture des étudiants et des élèves. D'ores et déjà, elle s'articule avec les programmes du secondaire :

- en classe de cinquième, elle est intégrée dans le thème 3 : « Transformations et ouverture sur le monde aux XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> siècles », qui inclut « les bouleversements scientifiques, techniques, culturels et religieux que connaît l'Europe de la Renaissance » ;
- en classe de quatrième, dans le thème 1 : « L'Europe des Lumières : circulation des idées, despotisme éclairé et contestation de l'absolutisme », dans le traitement duquel on doit aborder « Le développement de l'esprit scientifique, l'ouverture vers des horizons plus lointains poussent les gens de lettres et de sciences à questionner les fondements politiques, sociaux et religieux du monde dans lequel ils vivent. » ;
- en cycle 4, dans le cadre des croisements entre enseignements, pour lesquels les programmes suggèrent d'aborder les grandes figures de la science au XVI<sup>e</sup> siècle avec Copernic et Galilée ;
- enfin, en classe de seconde, dans le thème 4 : « Nouveaux horizons géographiques et culturels des Européens à l'époque moderne » / « L'essor d'un nouvel esprit scientifique (XVI<sup>e</sup> - XVIII<sup>e</sup> siècle) ».

### Histoire contemporaine

#### LE MOYEN-ORIENT DE 1876 À 1980 \*

\* Le Moyen-Orient est une expression forgée en 1902 et renvoyant aux intérêts britanniques sur la route des Indes. En dépit d'une définition géopolitique fluctuante, le jury considère que cet espace correspond aux États actuels suivants : Arabie saoudite, Bahreïn, Égypte, Émirats arabes unis, Irak, Iran, Israël, Jordanie, Koweït, Liban, Palestine, Qatar, Syrie, Sultanat d'Oman, Turquie et Yémen. La question n'inclut donc pas l'Afghanistan, l'Asie centrale, les Balkans, le Caucase et le Maghreb.

Au début de la période, cet espace est structuré par deux Empires : l'Iran (appelé Perse jusqu'en 1935 dans les relations internationales) et l'Empire ottoman. La défaite et la disparition de ce dernier après la Première Guerre mondiale entraînent la naissance de la République turque (1923), ainsi que la création ou l'indépendance d'États arabes, constitués pour partie sous l'égide de puissances européennes mandataires de la Société des Nations. En 1948, le mandat britannique en Palestine prend fin : l'État d'Israël est créé ; l'État arabe palestinien ne voit pas le jour.



## Concours externe de l'agrégation du second degré

### Section histoire

#### Programme de la session 2018

La question mise au programme s'étend de l'année 1876, qui marque la promulgation de la Constitution ottomane, à l'année 1980, qui correspond au lendemain de la révolution et de l'avènement d'une république islamique en Iran, au début de la guerre Irak-Iran et au coup d'État militaire en Turquie. Ce siècle est marqué par :

- de 1876 à 1914 : la mondialisation des échanges ; le renforcement des États et des moyens de gouvernement ; le développement des impérialismes européens, des nationalismes, des idéologies politiques et des mouvements révolutionnaires ; la mutation des sociétés rurales et urbaines ; les réformismes et les nouvelles pratiques culturelles ; les questions communautaires et confessionnelles parmi lesquelles la question arménienne ;
- de 1914 à 1924 : la Première Guerre mondiale et ses conséquences sur les populations et les sociétés ; le génocide arménien et assyro-chaldéen ; la Révolte arabe ; l'occupation militaire d'une grande partie du Moyen-Orient par les Européens et la mise en place des mandats de la SDN ; la guerre en Anatolie, la création de la République turque et la suppression du califat ottoman ; l'avènement de la dynastie Pahlavi en Iran ;
- de 1924 à 1948 : la mise en place des États, des frontières et des territoires ; la construction des identités nationales ; la question kurde ; la diversité des cultures politiques ; de nouveaux modes de vie ; l'enjeu de l'éducation et de la jeunesse ; les contestations de l'ordre colonial et mandataire ; le développement du Foyer national juif en Palestine ; la Seconde Guerre mondiale ;
- de 1948 à 1967 : la création de l'État d'Israël et le conflit israélo-arabe ; la question palestinienne ; les mobilisations nationalistes ; les révolutions arabes ; la montée des régimes autoritaires ; le multipartisme en Turquie ; les réformes agraires et les modèles d'industrialisation ; la Révolution blanche en Iran ; l'économie du pétrole ;
- de 1967 à 1980 : les guerres (guerre des Six jours, guerre de 1973, guerre du Liban, début de la guerre Irak-Iran) ; la crise du nationalisme arabe ; l'occupation des territoires palestiniens ; l'indépendance des États du Golfe ; les enjeux pétroliers ; le tournant islamiste ; le traité de paix égypto-israélien (1979) ; la révolution iranienne ; la déstabilisation politique et le coup d'État de 1980 en Turquie.

Dans ce cadre chronologique et événementiel qui devra être connu, on étudiera particulièrement les populations et les sociétés, les évolutions religieuses et culturelles, la formation des États et des mouvements politiques, l'économie et les enjeux du développement, les guerres et la violence.

Il s'agit donc d'aborder la région en elle-même et pour elle-même : la question ne porte ni sur l'histoire de la colonisation, ni sur l'histoire des relations internationales.

La connaissance du Moyen-Orient contemporain apparaît comme constituant un élément de la culture professionnelle des professeurs d'histoire et géographie. De manière plus spécifique, son étude éclaire les programmes scolaires du second degré : la conflictualité de la région (classes de Terminale et de Troisième) doit être réinscrite dans des processus historiques de mondialisation, de croissance économique, de mutation des sociétés, de violence et de meurtres de masse (classes de Première et de Troisième). Ces processus relient l'histoire du Moyen-Orient au temps de l'Europe et du monde.



# Concours externe de l'agrégation du second degré

## Section histoire

### Programme de la session 2018

## Questions de géographie

### Géographie des territoires

#### LA FRANCE DES MARGES \*

\* Cette question s'inscrit à la fois dans la continuité de l'intérêt pour la géographie de la France – marqué, depuis ces dernières années, par le choix d'approches thématiques bi- ou trisannuelles – mais également d'une certaine manière en rupture par rapport aux deux questions précédentes. Lorsque « la France en villes » ou « la France : mutations des systèmes productifs » invitaient à réfléchir aux cœurs métropolitains et aux centralités économiques, à la France dans ses territoires visibles, organisés et structurants, « la France des marges » se dessine en creux par rapport à ces dernières, conduisant à décentrer le regard et à penser une France des angles morts et des interstices, moins intégrée et moins accessible, moins visible et peu connue.

La marge est une notion appréhendée de manière paradoxale en géographie : souvent mentionnée sur les cartes ou dans toute étude relative au fonctionnement et à l'organisation des territoires, elle reste malgré tout considérée comme une donnée secondaire voire accessoire, jouant davantage le rôle de faire-valoir des espaces centraux que véritablement mobilisée comme une donnée heuristique. Or, la marge constitue un objet géographique à part entière. Elle s'incarne dans des territoires vécus, animés de dynamiques complexes et parfois difficiles à saisir mais qui sont néanmoins révélatrices des fonctionnements et dysfonctionnements des systèmes territoriaux dans leur globalité. Aborder la géographie de la France à travers ses marges conduit ainsi à mener une réflexion riche et féconde sur des territoires complexes et mouvants, qui permet d'éclairer de manière oblique et sensible les différentes formes de la production territoriale française. Pour autant, traiter la géographie des marges pose des questions d'ordre épistémologique et méthodologique spécifiques, la marge tendant à se dérober, par son « anormalité », au regard et aux outils d'observation et d'analyse habituels du géographe. Si ses contours et ses limites extérieures peuvent être appréhendés sans difficulté excessive, les méthodes d'analyse et les indicateurs de mesure restent difficiles à établir pour en apprécier finement la nature et le fonctionnement interne. La réflexion devra donc porter aussi sur les conditions d'accès aux sources, la disponibilité ou l'existence même de l'information, et à partir de là sur la validité et la scientificité des travaux.

Une réflexion sur la France des marges doit s'appuyer sur l'explicitation de cette notion dont la définition reste d'autant plus floue qu'elle est polysémique, souvent confondue avec les notions proches mais néanmoins sensiblement distinctes que sont les périphéries, les limites ou les confins. Une périphérie est plus ou moins intégrée à un centre et entretient avec ce dernier un rapport asymétrique de subordination ; une marge (du latin *margo* : bord) est un espace en bordure qui reste à l'écart du système territorial dominant. Quand la périphérie se définit dans le cadre d'une hiérarchisation graduelle avec le centre, la marge relève de la rupture, du fractionnement et de la discontinuité. Il conviendra donc de bien distinguer ces notions mais aussi d'en explorer les liens : les périphéries ont aussi leurs marges et, plus largement, on peut se demander à partir de quel seuil la problématique de la marginalité s'écarte de celle des « retards » et des inégalités de développement, des espaces pauvres, peu productifs, en crise, fragiles, défavorisés ou à handicaps. Renvoyant le plus souvent à des valeurs péjoratives associées à la précarité, l'isolement ou la relégation, la marge peut aussi faire figure d'espace de liberté, à l'instar de cet espace vide et blanc qui borde la partie écrite d'un texte ou comme le suggère l'expression « avoir de la marge ». Ce n'est pas seulement l'antimonde, l'espace de l'illégalité, du conflit et de la violence, mais aussi celui de l'anticipation et de l'innovation créatrice qui la définit comme un territoire excentrique aux sens



## Concours externe de l'agrégation du second degré

### Section histoire

### Programme de la session 2018

propre et figuré du terme. Elle se caractérise par ailleurs par une temporalité et une durée variables qui font d'elle un territoire fondamentalement réversible.

Cette question amène ainsi à s'intéresser aux dimensions spatio-temporelles des marges dans toute leur diversité à travers une approche multiscalaire. Il s'agira de réfléchir aux formes que celles-ci peuvent prendre aujourd'hui à l'échelle du territoire français, en interrogeant notamment la marginalité des territoires ruraux en déprise (rural profond, « diagonale du vide », arrière-pays), de certains territoires montagnards, ultra-marins, etc. Cependant, aucune catégorie d'espace, rural ou urbain, et aucun ensemble macro-régional ne peut être considéré comme globalement marginal, les marges s'inscrivant partout, dans les espaces périphériques ou centraux, urbains (friches urbaines, terrains vagues, zones urbaines sensibles, « sentiers ») ou ruraux (hameaux qui se dépeuplent, vallées enclavées, poches de pauvreté et d'agriculture de subsistance). À très grande échelle, les marges peuvent prendre la forme de poches ou d'interstices, formant parfois un archipel de territoires discontinus insérés dans un système territorial structuré : une friche agricole, une ferme en ruines, un immeuble d'habitation paupérisé, une usine ou un entrepôt désaffectés, une zone contaminée ou à risques, quelques mètres carrés sous un pont ou sur une bouche de métro, etc. Il conviendra également de s'intéresser à la trajectoire des marges, voire à leur réversibilité, qui s'incarne dans des cycles de vie de durées variables. Une marge peut s'inscrire dans le temps long lorsqu'elle est liée à des cycles économiques par exemple ; pensons à cet égard à certains espaces industriels ou miniers, hier centres névralgiques de l'économie française et aujourd'hui espaces de marge sociale, ou à l'inverse à la marginalité des friches industrialo-portuaires urbaines des années 1970-1980, transformées en fronts d'eau attractifs et polarisants dans certaines grandes villes françaises. Son existence peut aussi être plus courte, ponctuelle voire éphémère : les SDF qui investissent certains espaces la nuit ou bien les camps de réfugiés qui s'installent ponctuellement dans des villes pour y former des « jungles » temporaires, produisent de fait des espaces de marge à géométrie spatio-temporelle variable. Étudier les formes de ces territoires de marge passe aussi par l'analyse des discontinuités et limites visibles ou invisibles qui les dessinent et les séparent du territoire normé, que celui-ci soit proche ou à distance.

Un tel sujet invite aussi à réfléchir aux marges comme lieux de vie, comme des lieux habités, vécus, représentés, mythifiés ou diabolisés, refusés ou appropriés. Les habitants des marges subissent souvent les effets d'une forme de mise à l'écart de la société qui peut se traduire différemment selon que leur territoire correspond plutôt à un espace en déprise, en rupture sociale ou dans une situation d'enclavement (logistique ou numérique par exemple). C'est d'ailleurs précisément ces regards et paroles-là que certains chercheurs en sciences sociales cherchent à capter dans le cadre de travaux portant sur la marginalité et la marginalisation spatiale, dans la lignée des *postmodern* ou *subaltern studies*. Selon les cas, habiter un territoire de marge c'est y être assigné, à la suite d'un processus de ségrégation ou de relégation spatiales pour des individus qui échappent aux normes du groupe social majoritaire et qui sont dès lors stigmatisés. Toutefois, il est possible « d'oser la marge » comme d'aucuns ont pu en d'autres circonstances « oser le désert ». Habiter un territoire de marge peut en effet relever d'un choix positif, alternatif ou libertaire, que l'on retrouve dans les formes de néo-ruralité observées aujourd'hui dans certaines campagnes du Massif Central ou dans des petites îles périphériques, ou encore dans certains quartiers en voie de gentrification urbaine. Au final, que le processus de « mise en marge » soit choisi ou subi, les habitants des marges sont les acteurs d'une production territoriale originale, voire innovante, issue de pratiques et de représentations en décalage avec celles observées dans les lieux centraux. Ils peuvent à ce titre développer des alternatives ou des dynamiques fonctionnelles ignorées des centres, voire représenter une menace pour le fonctionnement des sociétés (sous la forme d'actes de violence ou de transgression par exemple), ou bien nouer avec ces dernières des relations plus ambivalentes. À ce titre, on observera la manière dont les formes d'expression politique et militante de la marginalité s'incarnent dans le territoire.



## Concours externe de l'agrégation du second degré

### Section histoire

#### Programme de la session 2018

De manière tout aussi incontournable, cette question appelle à interroger les politiques publiques qui, en la matière, jouent un rôle assez paradoxal. Car les pouvoirs publics s'attachent à corriger les déséquilibres et à réduire la marginalisation territoriale, que cela passe par certaines formes d'aménagement du territoire (actions de désenclavement maritime, routier, aérien ou ferroviaire, opérations de renouvellement urbain, loi de 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbains, zones de revitalisation rurale, etc.) ou par la mise en œuvre de dispositifs d'aides luttant contre la marginalisation économique ou sociale. Mais ils produisent aussi des règles et des normes qui créent la marginalité. La marge est traversée de rapports de pouvoirs et de contrepouvoirs, dans une logique de négociation permanente entre mondes formels et informels, entre les acteurs d'ici et de là-bas. C'est finalement toute la problématique de la justice spatiale qui est posée ici et qui interroge les notions de cohésion et de cohérence du système territorial à l'heure où la tendance est à la fragmentation des tissus sociétaux et territoriaux.

La question de la France des marges est donc large et complexe, et appelle à mobiliser plusieurs champs et approches de la connaissance géographique : politique, sociale, économique, culturelle, rurale et urbaine ou encore des représentations. La France des marges est donc tout sauf un sujet marginal en géographie.

Sa connaissance apparaît comme constituant un élément de la culture professionnelle des professeurs d'histoire et géographie. De manière plus spécifique, son étude éclaire les programmes scolaires du second degré dans leur double dimension d'analyse et de compréhension du territoire national d'une part, d'apprentissage de la démarche géographique et de ses apports d'autre part.

### Géographie thématique

#### LES ESPACES DU TOURISME ET DES LOISIRS \*

\* Le tourisme est un phénomène économique, social, politique et spatial dont l'ampleur est de plus en plus considérable. Le milliard de touristes internationaux a été dépassé en 2012, selon l'Organisation mondiale du tourisme, auxquels s'ajoutent plusieurs milliards de touristes domestiques. Depuis les années 1990, les apports théoriques et empiriques de la géographie et d'autres disciplines des sciences sociales (histoire, sociologie, anthropologie, etc.) sur cette question ont été abondants et ont largement renouvelé l'objet. Cette fertilité scientifique nourrit les programmes de l'enseignement scolaire. Proposer aux futurs enseignants de s'interroger sur les spatialités des pratiques touristiques et récréatives permet ainsi de les confronter à un objet d'étude et d'enseignement majeur tout autant qu'aux renouvellements épistémologiques de la discipline.

Le tourisme s'entend comme un agencement complexe de pratiques mobiles : planification du séjour, déplacement pour accéder au lieu d'hébergement, déplacements internes au temps du séjour... Il entretient une relation de dépendance réciproque avec les transports, par le mouvement physique nécessaire qu'il implique, et il questionne la signification de la mobilité, successivement présentée comme une aventure, un ennui, une éducation et enfin une liberté. La notion même de « destination » est à questionner non comme une évidence, mais comme un construit par le fait de la pratique ; elle se trouve prise dans une tension entre un lieu ou une aire définis *a priori* et son actualisation par la somme des expériences acquises le temps du séjour.

L'élargissement de la question aux loisirs permet, d'abord, d'interroger la limite avec le tourisme, de moins en moins nette compte tenu du fractionnement des séjours touristiques, de l'accroissement des mobilités de courte durée ou encore de l'infusion des pratiques touristiques dans la vie quotidienne. Il conduit à s'intéresser à la



## Concours externe de l'agrégation du second degré

### Section histoire

#### Programme de la session 2018

« civilisation du loisir » qui caractérise nos sociétés. La métropolisation tend à brouiller la limite entre espaces touristiques et espaces de loisirs à travers la relation au quotidien et au hors-quotidien. Elle interroge plus largement les espaces des pratiques, pour beaucoup toujours plus démocratisées. Pour autant, cette démocratisation génère de nouvelles formes de distance qui s'expriment par l'espace. Les équipements sportifs, culturels ou ludiques qui transforment en profondeur les espaces urbains, périurbains et ruraux sont devenus des enjeux forts d'aménagement local. Mais les modalités de la pratique de certaines activités, comme le golf par exemple, peuvent recomposer des mises à distance relevant de la production d'entre-soi. La cohabitation des usages et des pratiques est ainsi un enjeu majeur de la gestion des espaces publics. Les plages en sont de beaux exemples : là s'organisent la cohabitation et des rencontres entre pratiquants de loisirs et touristes généralement venus de plus loin. Tout cela pose la question du rapport à l'autre et/ou à l'ailleurs.

Le tourisme et les loisirs reposent sur une forme de maîtrise de la mobilité et des processus d'aménagement. Les spatialités de ces pratiques interrogent de ce fait les rythmes sociaux. La question conduit ainsi à une prise en compte des temporalités en géographie – notamment la saisonnalité – ne serait-ce qu'à travers la mise en question de la notion d'« événement ». Cela s'entend jusque dans les choix d'aménagement : la multifonctionnalité devient une donnée fondamentale, jusque dans la réalisation de parcs à thème ou encore d'installations olympiques. Le tourisme et les loisirs peuvent alors être appréhendés sous des angles géographiques très différents : approches économiques, sociales, critiques, etc. Il est donc nécessaire de faire dialoguer des géographies plurielles et diverses autour de cet objet. Les approches traditionnelles de la géographie économique, de la géographie du développement, de l'aménagement et de l'environnement ont été menées selon une perspective « d'en haut », largement consacrée aux retombées ou aux impacts du tourisme et des loisirs, avec une dimension de quantification importante. Les approches plus récentes de la géographie culturelle et de la géographie sociale se sont davantage intéressées aux touristes comme acteurs, marqués par une intentionnalité aussi bien qu'une diversité de profils et de projets, en relation avec des représentations et perceptions de l'espace multiples. Cette question permet ainsi d'acter et de faire fructifier l'investissement récent de la géographie française à l'égard de l'individu, y compris dans ses dimensions de corps et de genre ou de nouvelles technologies. La question de l'habiter a ici toute sa place, dans la mesure où les loisirs et le tourisme permettent aux individus de se construire une expérience de l'espace et de la confrontation à l'ailleurs. Cette question touche à celle des résidents secondaires et, pour certains, à la multirésidentialité (Britanniques en Europe du sud, Français au Maroc, etc.) ou encore à de nouveaux modes de pratiques et de consommation touristiques, « équitables » ou « éthiques ». D'où l'intérêt d'une perspective de géographie politique, avec les choix des acteurs étatiques et locaux, ou l'impact des conflits et des menaces géopolitiques en termes de risques pour les activités de tourisme et de loisirs. Il conviendra de ce fait de considérer toutes les formes de matérialités sur lesquelles reposent cet ensemble de pratiques individuelles et collectives. Certaines pratiques de loisirs (sports de nature, promenade, cueillette, chasse et pêche, etc.) obligent désormais à repenser les modalités de partage des espaces ruraux et « naturels », entre multifonctionnalité et conflits d'usage potentiels.

On insistera sur la dimension territoriale de la question avec la kyrielle de lieux créés ou transformés par le tourisme (sites, enclaves et stations touristiques, villes ou villages « touristifiés », régions touristiques...). L'analyse des grands espaces touristiques mondiaux, tels les littoraux méditerranéens, les métropoles de niveau mondial ou les îles tropicales, fait partie intégrante de la question. Il en va de même de la diffusion des loisirs et du tourisme à l'échelle planétaire depuis leur création, mobilisant ainsi une démarche géohistorique. On pourra constater l'importance du rôle du tourisme dans la diffusion de certains sports et la relation étroite entretenue entre certains lieux touristiques et de grandes compétitions très médiatisées qui en font leur promotion. Les trajectoires de diffusion des pratiques permettront d'interroger les éventuelles expressions de l'affirmation de modèles dominants, eux-mêmes critiqués, et la façon dont ces modèles se diffusent ou se transforment à l'échelle du monde par la production de l'espace.



## Concours externe de l'agrégation du second degré

### Section histoire

### Programme de la session 2018

Les dynamiques de construction des territoires en lien avec les pratiques et équipements de tourisme et de loisirs, ainsi que leur participation aux divers processus de la globalisation (tant économiques que culturels et autres), s'organisent à toutes les échelles. L'échelle nationale conserve son intérêt dans la mesure où la compétition mondiale des destinations – pour attirer les touristes internationaux, les grands événements et équipements de loisirs – mobilise les acteurs étatiques. Une partie de l'offre touristique est d'ailleurs très liée aux différents aspects des patrimoines nationaux (culinaire, architectural, historique, etc.). Les hauts lieux du tourisme et des loisirs apparaissent aussi fréquemment comme dépassant l'opposition entre lieu global et lieu local par la diversité des origines géographiques des personnes qui s'y retrouvent. La question de la fabrique des lieux est évidemment centrale. La concurrence en termes d'attractivité touristique conduit les territoires à construire leur singularité, à s'inventer. La relation tourisme-patrimoine-patrimonialisation est en cela importante, au même titre que les stratégies de communication, de même que l'émergence de nouveaux objets de consommation ou de fréquentation touristique (tourismes industriels, mémoriel, etc.). Toutefois, si tous les lieux du monde sont susceptibles d'être concernés par des pratiques de tourisme ou de loisirs, tous ne le sont pas effectivement. Il conviendra donc de considérer le processus de mise en tourisme comme sélectif et d'interroger les ressorts de cette sélection.

Par ses rapports à l'actualité, à la demande sociale et aux tendances du monde contemporain, il s'agit d'une question susceptible d'intéresser des étudiants d'histoire et de géographie qui se destinent aux métiers de l'enseignement. La thématique « tourisme et loisirs » permet de prolonger la mise en lien des questions de concours et des programmes du secondaire. La question proposée permet d'interroger de façon géographique les enjeux d'aménagement dans divers environnements (littoral, montagnard, rural, urbain). Au-delà de la contribution évidente à la réflexion sur l'enseignement de l'habiter tout au long du collège, le tourisme est un point essentiel pour traiter en seconde la question des « littoraux, espaces convoités » ; il en va de même en classe de première quant aux approches des territoires du quotidien ou des dynamiques des espaces productifs ; enfin, en terminale, le tourisme est l'un des phénomènes illustrant les dynamiques de la mondialisation.

La question « tourisme et loisirs » offre ainsi l'opportunité d'allier sensibilisation aux renouvellements contemporains de la recherche en géographie, apport de la production scientifique à l'enseignement et préparation à l'exercice du métier.